



## DÉCISION N° M\_DEC2405\_048

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de MONTIVILLIERS**,

**VU** le budget de l'exercice 2024 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122.22 ;

**VU** La délibération n°2022.10/122 du Conseil Municipal du 10 octobre 2022, relative aux délégations accordées à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

### CONSIDÉRANT :

- que par requête, notifiée le 14 février 2024 à la ville de Montivilliers, Monsieur Gilles LEBRETON et Madame Marie-Christine LEBRETON, domiciliés au 48 chemin de Buglise 76290 MONTIVILLIERS, ont déposé un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Rouen contre la décision tacite de rejet du 24 décembre 2023 portant rejet de la demande de retrait de la décision de non-opposition à déclaration préalable DP 76447 23 C0134, délivrée le 25 août 2023;

- que les requérants sollicitent l'annulation de la décision de non-opposition à déclaration préalable précitée pour des motifs tendant à l'incompétence de l'auteur de l'acte et au non-respect des dispositions du Code de l'urbanisme ;

-qu'il convient de défendre les intérêts de la commune dans cette instance.

### DÉCIDE :

- **de défendre** les intérêts de la commune de Montivilliers dans cette affaire devant le tribunal administratif de Rouen et tous ordres ou degrés de juridiction ;

- **de désigner** à cette fin, Maître Benoît LE Velly, du cabinet EKIS AVOCATS, 157 boulevard de Strasbourg, 76600 LE HAVRE, pour représenter la commune de Montivilliers dans ces affaires ;

- **de conclure** à cette fin la convention d'honoraires.

Imputation budgétaire

Exercice : 2024

Opération :

Sous-fonction et rubriques : 090 Interventions Economiques

Nature et intitulé : 6227 Frais d'Actes et de Contentieux

A Montivilliers,

**Par délégation du Conseil Municipal,**

**Le Maire,  
Jérôme DUBOST**

